

«Se reconvertir est extrêmement anxiogène. Quitter un univers professionnel pour aller vers l'inconnu ... c'est pareil pour un soldat, un colonel ou un général: lorsqu'ils entrent dans la démarche, ils font face à un mur. »

Le brigadier-chef Henry Peïo fait partie de ceux-là. Vingt-deux ans dans les forces spéciales. Des situations périlleuses dans des pays lointains. Une vraie expertise de la guerre, des armes, de la protection rapprochée. Henry Peïo a consacré une bonne partie de sa vie au 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (1er RPIMa). Jusqu'au jour où l'âge limite est atteint. Il faut alors retourner à une vie normale, une vie civile. Avec tous ses charmes:

«Je n'avais jamais foutu les pieds à la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie). A l'armée, vous êtes assisté pour toutes ces choses et là, vous vous retrouvez comme un gamin de 5 ans. Qu'est-ce que je dois mettre sur mon CV? Que je sais tirer avec telle et telle arme? A Pôle Emploi, ils sont perdus face à vous.»

Il décide de monter un site de recrutement, **Veterans Jobs Center**, qui est soutenu par Défense Mobilité, afin d'aider quelques-uns des milliers d'autres militaires qui comme lui ne savent pas trop quoi mettre sur leurs CV en quittant le service. Autant d'hommes et de femmes qui ont besoin de se réhabituer à la société traditionnelle.

Dur de caser les jeunes et les vieux

Défense Mobilité se félicite de résultats en hausse chaque année. Sur les 15.422 inscrits en 2010 à ce service, 54% trouvent rapidement un nouvel emploi. Mais si les officiers et les sous-officiers arrivent en général à s'adapter (70% de reclassement), les militaires du rang éprouvent plus de difficultés (50% de reclassement). Parmi eux, ils sont près de 7.000 à ne pas avoir atteint les 4 ans nécessaires pour bénéficier d'une formation. Pour ces égarés de l'uniforme dont la plupart ont quitté les rangs au cours des six premiers mois, il n'y aura au mieux qu'un peu de conseil.

Jean-Paul Martial remarque que les militaires subissent les mêmes déconvenues que les civils sur le marché de l'emploi. Les plus jeunes et les seniors sont ceux qui peinent le plus à trouver du travail. Lui et ses équipes enseignent aux futurs civils comment développer une approche pragmatique. Les candidats conçoivent des projets qu'ils transposent au métier et à la zone géographique de leur choix.

Un quart d'entre eux se dirigeront vers le transport et la logistique. 15% opteront pour le service à la personne et à la collectivité, cette dernière catégorie incluant les métiers de la sécurité. Une majorité peut faire valoir les savoir-faire techniques accumulés sur les rangs. Beaucoup, quelle que soit leur situation, éprouvent une vraie difficulté à effectuer la transition d'un monde à l'autre.

1.400 euros par candidat

Pour les aider, le ministère de la Défense met les moyens. Le pôle Défense Mobilité dispose d'antennes et de conseillers dans toute la France et dans tous les régiments. 688 personnes, militaires et civils bénéficiant de contacts privilégiés avec 60 grandes entreprises et ministères

ainsi que 12.000 sociétés. Le tout pour un budget de 21,5 millions d'euros. Soit un investissement de 1.400 euros par candidat contre 780 euros pour un inscrit au Pôle Emploi. Les résultats sont presque imbattables. Officiellement, à 5 ans, le taux de chômage des anciens militaires serait inférieur à 0,5%.

Les témoignages sont pourtant beaucoup moins optimistes. Après une prestigieuse carrière au sein des commandos de marine, le premier maître Olivier a réussi sa réorientation. En 2007, après 22 ans en uniforme, il troque le treillis contre un costume. Transformé en commercial pour une société privée d'assurances, il devient rapidement cadre. Le bilan au bout de 4 ans de vie civile?

«Je m'ennuie. Je me suis rapidement adapté, j'ai changé mon langage et j'ai appris à commander à des femmes. Mais j'ai fait le tour assez rapidement. Aujourd'hui, je cherche des missions dans les sociétés militaires privées pour retrouver un épanouissement.»

Voyager. Vivre au cœur de l'action et de l'adrénaline dans des régions hostiles. Appartenir à une fraternité d'armes. Olivier est conscient que ce type d'emploi lui apporterait aussi une meilleure rémunération. Les sociétés militaires privées sont interdites en France et pour ceux qui rêvent d'embrasser cette carrière, même s'ils restent peu nombreux, il faut se tourner vers l'étranger. Par bouche-à-oreille, on s'échange les bons numéros, entre vieux camarades. A Défense Mobilité, on assure que personne ne s'intéresse au sujet puisque de toute manière, ce type d'entreprises n'existe pas en France.

La faute aux vieux adjudants

La machine de guerre de Défense Mobilité propose de nombreuses opportunités aux candidats au reclassement. Des formations, des conseils, des bilans d'orientation. Les entreprises sont au rendez-vous. Patrice Lefort-Lavauzelle, président de l'**association des entreprises partenaires de la défense**, vante les qualités d'une population de valeur *«non seulement pour les entreprises du monde de l'armement mais pour toutes celles, de la TPE au grand groupe international, qui ont besoin d'une expertise technique mais aussi d'un "savoir être"»*. *«Don de soi, respect d'une certaine hiérarchie, souci du compte-rendu, habitude de travailler sous stress, esprit d'équipe.»* Le candidat idéal pour n'importe quelle société.

Pour ceux qui peinent à trouver leur chemin, on évoque souvent la faute des «vieux adjudants». Des militaires ont rencontré aux quatre coins de la France des sous-officiers chargés de les accompagner dans leur reconversion. S'ils sont sensés être parfaitement au courant des réalités de leur bassin d'emploi, ils peinent parfois à trouver des solutions alternatives à la palette proposée par l'institution.

Après cinq ans sous les drapeaux, Marc prépare une nouvelle carrière dans la garde rapprochée à l'international. Un métier en freelance que son interlocuteur à Défense Mobilité ne trouve pas sérieux. Il préfère lui proposer d'autres formations dans la sécurité qui lui permettront d'obtenir un certificat... déjà validé par acquis d'expérience.

«Ils m'ont orienté vers une formation pour laquelle ils avaient un partenariat mais qui ne me correspondait pas. L'adjudant-chef qui me suivait restait toujours très vague. Il n'était pas à sa place: avant, il était mécano sur char.»

Ces mauvaises expériences et un passé plutôt laborieux de l'institution en matière de reconversion ont laissé vivre de nombreux clichés. Aujourd'hui, de nombreux candidats quittent les rangs sans aller au bout de ces démarches, convaincus qu'ils ne trouveront pas de solution leur convenant. Pas envie de terminer chauffeur poids lourd ou vigile sur un parking.

«J'avais une mauvaise impression du bureau de recrutement donc je ne me suis pas renseigné. J'ai préféré me débrouiller seul, se souvient Pierre Bredeau. Au bout de huit mois, c'est eux qui m'ont contacté. J'ai raté l'appel et n'ai plus jamais eu de nouvelles.»

Revenu à la vie civile après 10 ans comme sous-officier dans les transmissions, il rêvait de créer une entreprise. Avec les conseils d'amis, il monte tranquillement **Civimil**, un petit cabinet de recrutement destiné à ses anciens «frères d'armes». Il souhaite leur proposer d'autres alternatives et se concentrer sur les métiers des télécoms, de l'informatique et pourquoi pas de la sécurité à l'international.

Ils ne sont qu'une poignée comme Pierre Bredeau à monter ou reprendre une entreprise. 239 en 2010. La démarche est pourtant intéressante alors que les effets de la crise continuent de se faire sentir dans certains secteurs comme la logistique où les emplois se raréfient. En janvier 2011, une loi a été adoptée par le parlement pour permettre aux militaires ayant plus de 8 ans de carrière de pouvoir prendre **un congé création d'entreprise**. Ces dossiers, 2 ou 3 par bureau de reconversion, seront suivis par des organismes privés beaucoup plus aptes à les conseiller. En attendant tout du moins que les vieux adjudant-chefs ne se forment à l'entrepreneuriat.

Romain Mielcarek

Silvère, portrait d'un guerrier désarmé

L'Express, Par Axel Gylden, publié le 04/03/2012 à 11:31



Après quinze ans sous les drapeaux, Silvère Zucchi, sans emploi, est condamné à l'inaction.

Cette semaine, L'Express retrace le parcours du combattant d'un ancien para qui a servi en Afghanistan et a quitté l'uniforme en 2010. Depuis, Silvère Zucchi et son épouse peinent à boucler leurs fins de mois. La République se désintéresse-t-elle du sort de ses ex-soldats?

Trouver un emploi: jamais Silvère Zucchi, 38 ans, n'aurait imaginé que cette mission-là serait la plus délicate de toutes. Celles qu'il menait dans la vallée de la Kapisa, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, à Sarajevo (ex-Yougoslavie) ou encore en Afrique n'ont jamais fait douter ce caporal chef des paras au moral d'acier. "Au combat, c'est la première heure qui est stressante, explique l'ex-béret rouge, qui commandait en Afghanistan un détachement de trois blindés. Une fois la situation évaluée et la riposte organisée, on fait juste notre boulot." Un jour d'octobre 2008, quand lui et 300 hommes sont pris durant des heures sous les feux croisés de talibans positionnés en fer à cheval dans les montagnes, dix-huit heures de combat sont nécessaires "pour sortir du merdier". Pourtant, à écouter "Zuc", comme on l'appelle, sortir d'un guet-apens "en Afgha" est plus facile que de s'extraire du chômage.

Sortir d'un guet-apens "en Afgha" est plus facile que de s'extraire du chômage

Au printemps 2010, cette grande gueule a quitté le prestigieux 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMa, basé à Castres, Tarn) après quinze années de bons et loyaux services. A l'heure où il abandonne l'uniforme, Silvère peut être fier des services rendus à la nation: 13 "opex" [opérations extérieures], 11 décorations, dont la médaille d'or de la défense nationale et le titre de reconnaissance de la nation. Derrière sa réputation de "gros bourrin", il dissimule une vraie noblesse de guerrier. Depuis un an et demi, cependant, l'ex-soldat de choc a rejoint le plus gros bataillon de France: celui des demandeurs d'emploi.



Malgré l'adversité, l'ancien para ne regrette pas l'armée: "aujourd'hui, les jeunes s'y engagent comme ils vont au McDo."
JPGuilloteau/L'Express

"Chaque matin, je réponds à des annonces et je propose des candidatures spontanées par téléphone", raconte-t-il, debout dans la cuisine de sa maison à flanc de colline, non loin de la nationale qui relie Castres à Albi. Parfois, ses démarches débouchent sur un rendez-vous. Il arrive même que Silvère décroche un emploi

temporaire - comme manutentionnaire, ouvrier de construction métallique ou encore agent d'encadrement d'un parcours sportif.

Mais, le plus souvent, après un premier rendez-vous, l'employeur potentiel ne donne plus de nouvelles. "Qu'ils me disent oui ou merde, mais qu'ils aient au moins les c... de me rappeler!" trépigne l'ancien "mili". Avec ses 100 kilos de muscle, il semble aussi énergique que ses deux chiens de garde réunis.

Sa pension de retraite : 780 euros seulement

Comme un parcours du combattant, celui du demandeur d'emploi est parsemé d'obstacles imprévus. "Voilà quelques mois, j'ai décroché un rendez-vous dans l'Aveyron, chez l'un des plus grands producteurs-exportateurs européens de semences agricoles. Le contremaître m'a prévenu: "Attention, ici, il faut soulever des sacs de 10 kilos!" J'ai répondu: "Décharger un camion, c'est l'affaire de dix minutes en sifflotant." Résultat, le gars répond que je suis trop motivé pour ce job et que je casserais le rythme de l'équipe..."



Chaque matin, Silvère et Véronique (ici, avec leur fils Florentyn), consultent les offres d'emploi sur Internet.

Un autre jour, à Pôle emploi, un préposé lui explique tranquillement que les anciens paras ne sont pas recyclables dans le civil. "C'est honteux de parler comme ça à un homme qui est allé au casse-pipe pour la France", s'indigne sa femme, Véronique, elle aussi ancienne du 8e RPIMa, où elle conduisait des camions. Et, elle aussi, au chômage.

"Zuc" a débarqué en Afghanistan il y a près de quatre ans, quelques jours après la mort de 10 camarades du 8e RPIMa, tombés dans une embuscade des talibans. "Ça m'a filé la rage, dit-il. Sur le terrain, j'ai toujours eu du pif pour sentir le danger. Quand je disais à mes gars: "Ici, j'le sens pas, ça pue la merde", j'avais presque toujours raison." A l'époque, il gagnait 2 482 euros mensuels, prime de risque incluse. Aujourd'hui, sa pension de retraite militaire atteint 780 euros: tout juste de quoi couvrir le prix du loyer. Jusqu'à la fin de mars 2012, "Véro", elle, perçoit une indemnité chômage de 1 003 euros.

Depuis qu'on joue à *Dragons of Atlantis*, on s'engueule moins

Une fois payé la pension alimentaire du premier mariage de Silvère, l'essence, l'électricité, la Freebox, les fournitures scolaires de la petite Apolline (6 ans), les allers-retours à l'hôpital pour Florentyn (16 ans), atteint de la maladie de Crohn, et la nourriture des chiens (soit 15 euros par mois), il ne reste plus grand-chose. Pas assez pour payer le fioul de la maison, désormais chauffée par des radiateurs d'appoint, déplacés de la cuisine au salon puis jusqu'aux chambres à coucher. Pas assez, non plus, pour remplir le frigo: "La gosse en a marre des patates et des spaghettis." Quant aux loisirs, ce n'est pas à l'ordre du jour. "J'aimerais tellement aller à la patinoire de Castres", soupire Véro. A 4,10 euros, le ticket d'entrée est hors de portée. Malgré les privations, cependant, Silvère Zucchi ne regrette pas l'armée. "J'aurais pu y rester quelques années supplémentaires, mais j'étais découragé de voir le système se désagréger et les valeurs se perdre. Aujourd'hui, les jeunes s'engagent dans l'armée comme ils vont au McDo. Ils viennent pour la solde mais ne sont pas prêts à en chier comme nous autrefois. Avant, c'était "FTGSLM" [Ferme ta gueule, suis le mouvement], point final! Aujourd'hui, on ne pousse plus les recrues jusqu'aux limites de l'épuisement, condition indispensable pour se préparer à la guerre. Au contraire, on les forme "à la sguène" [à la va-vite]", poursuit l'ex-para.

"Qui se soucie de nous ?" interroge Véronique



Le week-end, le couple s'autorise un seul luxe: une pause expresso dans un café à Castres. Sur l'institution militaire, les critiques de Silvère tombent comme les missiles Milan qu'il tirait jadis depuis son blindé. "Les ronds de cuir ont pris le pouvoir sur les militaires, et nos chefs baissent leur froc devant les civils. A ce rythme, le général de corps d'armée fera bientôt réaliser un sondage d'opinion avant de prendre ses décisions." Héritiers du 8e bataillon des parachutistes coloniaux, créé en Indochine en 1951, les gars du 8e RPIMa de Castres ont toujours eu le sentiment d'appartenir à un corps

d'exception. Mais cet état d'esprit se perd, regrette Silvère: "Hélas, depuis la réorganisation de l'institution militaire consécutive à la suppression du service militaire, toutes sortes de régiments

sont envoyés en opérations extérieures, mais tous n'y sont pas préparés. A Sarajevo, par exemple, on nous avait prévenus: "Aguiffe [attention] à ne pas sortir de la douche torse-poils, afin de ne pas heurter les femmes musulmanes !" En Afrique, même chose. Mais que voulez-vous qu'un mec des régiments de chars, qui n'a jamais rien vu d'autre que la tourelle de son tank, comprenne à l'Afrique ? Il arrive là-bas et se croit autorisé à peloter le cul des femmes. C'est lamentable..."

Pendant que son mari parle, Véro ouvre son ordinateur et découvre ses derniers e-mails.

"Regardez ce message, lance-t-elle. Il nous annonce que notre indemnité chômage sera versée avec dix jours de retard. Depuis avril, c'est la quatrième fois que cela se produit. Cela nous fout dans la merde, mais qui se soucie de ceux qui ont risqué leur peau pour la France, hein?" Pour les Zucchi, le manque d'argent est une obsession de tous les instants. Voilà deux ans, pour s'acquitter de dettes, Véro avait vendu leur cuisine en chêne massif et un salon en cuir sur Internet. Plus récemment, elle s'est débarrassée de tous ses bijoux - un crève-coeur qui lui a rapporté 1 000 euros. Le mois dernier, afin de réparer leur voiture, les Zucchi ont dû solliciter leurs contacts sur Facebook: chacun a donné 10 euros. Grâce à leur solidarité, la Citroën ZX roule toujours. A Noël, ils ont limité le budget des cadeaux à 20 euros par enfant. A l'évocation de ce souvenir, Silvère, le dur à cuire, réprime difficilement son émotion: "Arrête de parler, Véro, tu vas me faire chialer." Dans le silence qui s'installe soudain, Véronique regarde son mari, les yeux humides, se mord le coin des lèvres et sourit intensément.

Pour tenter d'oublier leurs tracasseries, les Zucchi sont repartis en guerre. Virtuelle, cette fois. Voilà deux mois, ils ont découvert, sur Facebook, *Dragons of Atlantis*, un jeu de stratégie et de tactique militaire qui consiste à défendre des cités fantastiques à l'aide de dragons et de fantassins, en nouant des alliances avec d'autres internautes. "Notre coalition compte 40 alliés, dont certains vivent au Canada, expliquent les Zucchi, qui partent au front chaque soir après le dîner. "Dragons of Atlantis est bon pour notre couple, explique Silvère. Depuis qu'on y joue, on s'engueule moins." Véronique hoche la tête: "C'est une bonne base de repli pour échapper un peu à notre vie de merde."

A l'élection présidentielle, ils s'abstiendront

Les autres distractions sont rares. Véro est une inconditionnelle de Télématin, sur France 2, et du Journal de 13 heures de TF 1. Silvère, lui, s'est depuis longtemps détourné des infos et des journalistes, "qui racontent un tissu de conneries". Quant aux politiciens... "En 2007, j'ai cru en Sarkozy, admet l'ancien para. Il était jeune. Il avait "cartonné" au ministère de l'Intérieur. Alors, je me suis dit: "Il va la rebooster, notre France!" Tu parles, depuis qu'il est là, il a tout réduit, sauf sa solde!" François Hollande? "Ah! celui-là, il me gonfle, avec sa tête de bébé malade. Il a le physique d'un homme qui subit, sans aucune prestance." Quant à Marine Le Pen, "elle n'est pas vraiment à la hauteur de son père", pour lequel Silvère admet qu'il "avait un faible". Du coup, leur décision est irrévocable: à la prochaine présidentielle, ils s'abstiendront.

Aux yeux de "Zuc", deux me-sures s'imposent: "Un, rétablir le service militaire, afin de réapprendre aux jeunes la notion d'effort. Deux, rétablir la peine de mort pour les violeurs et les tueurs." Cultivant sa posture de grande gueule, il ajoute qu'une troisième guerre mondiale ne ferait pas de mal... A côté de lui, Véro sourit et temporise: "Silvère exagère toujours un peu, c'est sa nature. Mais c'est vrai: un nouveau Mai 68, ça ne serait pas du luxe."

JPGuilloteau / L'Express